

Les Subsidés

M. Boudria: Monsieur le Président, la mentalité conservatrice veut que si on promet assez de choses, si on livre sur certaines, que c'est une façon d'être exonéré et qu'on devrait, selon eux, être pardonnés pour les autres promesses brisées. Voyez-vous, monsieur le Président, selon un conservateur, tout ce qu'on a à faire c'est de promettre tout, et du moment où on livre quelque chose, on dit qu'on a rencontré l'objectif parce qu'on a fait quelque chose.

Monsieur le Président, les électeurs canadiens ne se laisseront pas tromper par les conservateurs. Je veux juste vous rappeler et rappeler aux députés d'en face que les 338 promesses que j'ai signalées dans cette Chambre à quelques reprises, au rythme où le gouvernement va en ce moment, cela va prendre jusqu'à l'année 2026 avant de les voir réalisées. Et si le député d'en face est satisfait d'une telle initiative, monsieur le Président, moi, je ne le suis pas, et mes électeurs de Glengarry—Prescott—Russell ne le sont pas non plus.

● (1750)

[Traduction]

M. Riis: Monsieur le Président, certains députés nous ont rappelé cet après-midi que les taux d'intérêt sont d'une importance capitale pour la communauté agricole. Ils ont signalé également qu'ils ont été très élevés. Et il va de soi évidemment qu'ils sont encore trop élevés actuellement. On a dit aussi que ces taux d'intérêt élevés avaient été la cause de certains problèmes. Le député pourrait-il alors nous expliquer pour quelles raisons, à son avis, le gouvernement s'est, en quelque sorte, croisé les bras alors qu'il est de notoriété publique que les taux d'intérêt réels sont fort élevés au Canada actuellement? Précisons que les taux d'intérêt réels sont la différence entre le taux préférentiel et le taux de l'inflation. Or, au Canada, ils sont parmi les plus élevés du monde. Ils sont plus élevés actuellement qu'ils ne l'étaient il y a quelques années. Au fait, c'est entre 1984 et 1985 que les taux d'intérêt réels ont été les plus élevés.

M. McDermid: C'est absurde!

M. Riis: Le député dit que c'est absurde. Qu'il se lève et nous explique pourquoi les taux d'intérêt réels sont, en 1986, plus élevés qu'ils l'étaient en 1980, 1981, 1982 et 1983. Je lui cède-ras volontiers la parole pour avoir des explications.

M. Dick: Ils étaient de 11 p. 100 en 1981.

M. Riis: Aujourd'hui, c'est au Canada que les taux d'intérêt réels sont les plus élevés. En 1985, la moyenne a été de 6.58 p. 100. En 1984, ils étaient de 7.66 p. 100.

M. Dick: Et de 11.5 p. 100 en 1981.

M. Riis: Je voudrais les obliger à me poser une question, mais ce n'est pas facile.

Je défie nos vis-à-vis de contester mes chiffres. Je les défie de prendre la parole et de s'expliquer publiquement.

M. Dick: C'est déjà du domaine du public.

M. Riis: Non, non. Le député doit se lever et se faire donner la parole par le président.

Je défie les députés de contester mes statistiques. Je les défie de dire que les taux d'intérêts au Canada ne sont pas en termes réels les plus élevés du monde occidental et qu'ils ne sont pas plus élevés aujourd'hui que sous le régime libéral. Le député

peut-il nous expliquer pourquoi le gouvernement est resté passif face à ce problème?

M. Boudria: Monsieur le Président, je crois que l'erreur du député de Kamloops—Shuswap (M. Riis) a été de ne pas exposer sa thèse assez lentement pour permettre aux députés conservateurs de la comprendre. Le député a parfaitement raison. Il a parlé des taux d'intérêt réels. Je vais expliquer lentement ce que cela veut dire, pour que les députés d'en face puissent le comprendre.

Mme Sparrow: Ce n'est pas la peine!

M. Boudria: La députée de Calgary Sud (M^{me} Sparrow) le sait peut-être, mais pas les autres députés de son parti puisqu'ils ont posé des questions. La différence, c'est que l'écart entre le taux d'inflation et le taux auquel on peut emprunter de l'argent est plus important aujourd'hui qu'au coeur de la récession. Ce qui est encore plus dur à avaler, c'est le fait que ces taux d'intérêt réels élevés ont été proposés aux Canadiens par un gouvernement qui avait fait la promesse n° 7. Je vais rappeler cette promesse aux députés. Elle dit que comme la situation économique de nombreux producteurs est précaire parce qu'ils sont prisonniers d'emprunts à long terme et à fort taux d'intérêt, le gouvernement débloquera immédiatement les crédits nécessaires pour aider ces producteurs à refinancer leurs emprunts à des taux plus raisonnables.

Qu'ont fait les représentants du gouvernement jusqu'à présent? Ils nous ont imposé les taux d'intérêt réel les plus élevés que nous ayons eus depuis des années, depuis des décennies. Voilà ce qu'a fait le régime conservateur. Les députés d'en face n'en sont sans doute pas fiers. Ils devraient rougir de honte pour avoir osé essayer de justifier pareilles choses.

M. Fraleigh: Monsieur le Président, je voudrais faire remarquer au député de Glengarry—Prescott, si c'est bien le nom de sa circonscription, que s'il pense impressionner beaucoup de cultivateurs canadiens en transformant ce débat, qui avait commencé de façon très sérieuse, en une véritable foire d'empoigne, il se met le doigt dans l'oeil. J'ai, sous la main, un document énumérant dix politiques agricoles. Nous en avons suivi neuf. Je tiens à préciser qui a proposé ces politiques. Le document s'intitule «Dévoilement du plan agricole Turner». Notre gouvernement a donné suite à neuf des dix promesses des libéraux. Qu'en pense le député?

Il a fait une déclaration au sujet de . . .

M. le vice-président: Je regrette d'interrompre le député, mais c'est le député de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria) qui aura droit à la dernière des dix minutes prévues pour la période des questions et observations.

M. Boudria: Monsieur le Président, je me réjouis de voir le député de Lambton—Middlesex reconnaître que les membres de son parti n'ont pas toujours d'excellentes idées et qu'ils volent parfois celles des libéraux. C'est sans doute la seule bonne chose que le gouvernement ait faite depuis son accession au pouvoir.

Si le député pense que son gouvernement a pris de bonnes initiatives, j'ai sous la main un mémoire émanant de l'association des éleveurs de porcs de la Nouvelle-Écosse qui exprime son mécontentement. Elle déclare ceci: